



# Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSN)

## Sénégal

RÉSUMÉ

Juillet 2014



Gouvernement du Sénégal



Secrétariat Exécutif du  
Conseil National de Sécurité Alimentaire



[wfp.org/fr](http://wfp.org/fr)

Programme  
Alimentaire  
Mondial



unicef



## Conclusions principales

- Au Sénégal, une personne sur six est en situation d'insécurité alimentaire, soit 16 pour cent de la population.
- Presque la moitié (42%) de la population arrive tout juste à satisfaire ses besoins alimentaires (sécurité alimentaire limite).
- Un ménage sur cinq avec une consommation alimentaire non satisfaisante, soit environ 19 pour cent de la population.
- L'insécurité alimentaire est très élevée dans les régions de Sédhiou (58%), Kolda (42%), Ziguinchor (39%), Matam (38%) et Kédougou (33%). Dans ces régions traditionnellement sujette à l'insécurité alimentaire, les ménages souffrent toujours des conséquences de la crise alimentaire de 2012 et sont en situation de grande vulnérabilité : leurs capacités de résilience se sont beaucoup érodées.
- Signe de la vulnérabilité des ménages, dans les zones rurales, 40 pour cent d'entre eux ont recours à des stratégies qui mettent en danger leur capacité future à produire et générer des revenus (consommation de semences, ventes inhabituelle d'animaux ou de femelles reproductrices, réduction des dépenses agricoles).
- Les ménages dépendent fortement des marchés : ils sont la principale source d'approvisionnement de 90 pour cent des ménages.
- Le niveau élevé des prix des céréales qui restent supérieurs à la moyenne des cinq dernières années affecte la sécurité alimentaire des ménages. Seul le prix du riz ordinaire importé a baissé légèrement grâce à un contexte favorable sur les marchés mondiaux et les mesures du gouvernement de fixation des prix de certaines denrées de base.

## ETAT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LE PAYS

Au Sénégal, l'insécurité alimentaire concerne une proportion importante de la population.

Ainsi environ 16 pour cent de la population est en situation d'insécurité alimentaire (2 pour cent en situation sévère et 14 pour cent en situation modérée). Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente (très déficiente pour ceux en situation sévère) et ils ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.

Ainsi pour faire face à des problèmes alimentaires, ces ménages utilisent des stratégies qui auront des conséquences sur leur productivité future. Plus de 40 pour cent de ces ménages ont recours à des stratégies de crise (vente ou consommation de semences, ventes d'autres biens productifs, réduction des dépenses de santé, retrait des enfants de l'école) et 15 pour cent ont recours à des stratégies d'urgence (par ex., la mendicité ou vente de femelles reproductrices).

Par ailleurs, 42 pour cent des ménages sont dans une situation relativement précaire de sécurité alimentaire limite. Ces ménages ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles mais ne peuvent pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.

### **Comment l'insécurité alimentaire est-t-elle définie et calculée ?**

La méthodologie CARI (*Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security*) du PAM prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire: i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme aux aliments qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) et l'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation). Le score de consommation alimentaire est un score composite basé sur la diversité du régime alimentaire, la fréquence de consommation et l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments. L'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (ENSAN) de 2013 est basée seulement sur la consommation alimentaire des ménages.

### **Des régions et départements avec une très forte prévalence d'insécurité alimentaire**

Les régions avec une prévalence élevée d'insécurité alimentaire sont: Sédhiou (58%), Kolda (42%), Ziguinchor (39%), Matam (38%), Kédougou (33%) et Tambacounda (22%). Il s'agit de régions traditionnellement sujettes à l'insécurité alimentaire. Ces régions avaient fortement été touchées par la crise alimentaire de 2012 et les ménages souffrent toujours de ses conséquences : leurs capacités de résilience se sont érodées et une partie de la population est toujours en situation de grande vulnérabilité.

La situation de l'insécurité alimentaire (modérée ou sévère) est critique dans certains départements où elle touche plus de la moitié des ménages enquêtés. Il s'agit des départements de Goudomp (62%), Matam (58%), Vélingara et Bounkiling (57%), Sédhiou (55%), Oussouye (52%) et Médina Yoro Foulah (51%). Dans les départements de Koumpentoum, Salémata, Kédougou, Bignona, Ziguinchor, Ranérou et Kébémér entre 41 et 37 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire.

### **Les plus touchés par l'insécurité alimentaire : les plus pauvres et les ménages agricoles**

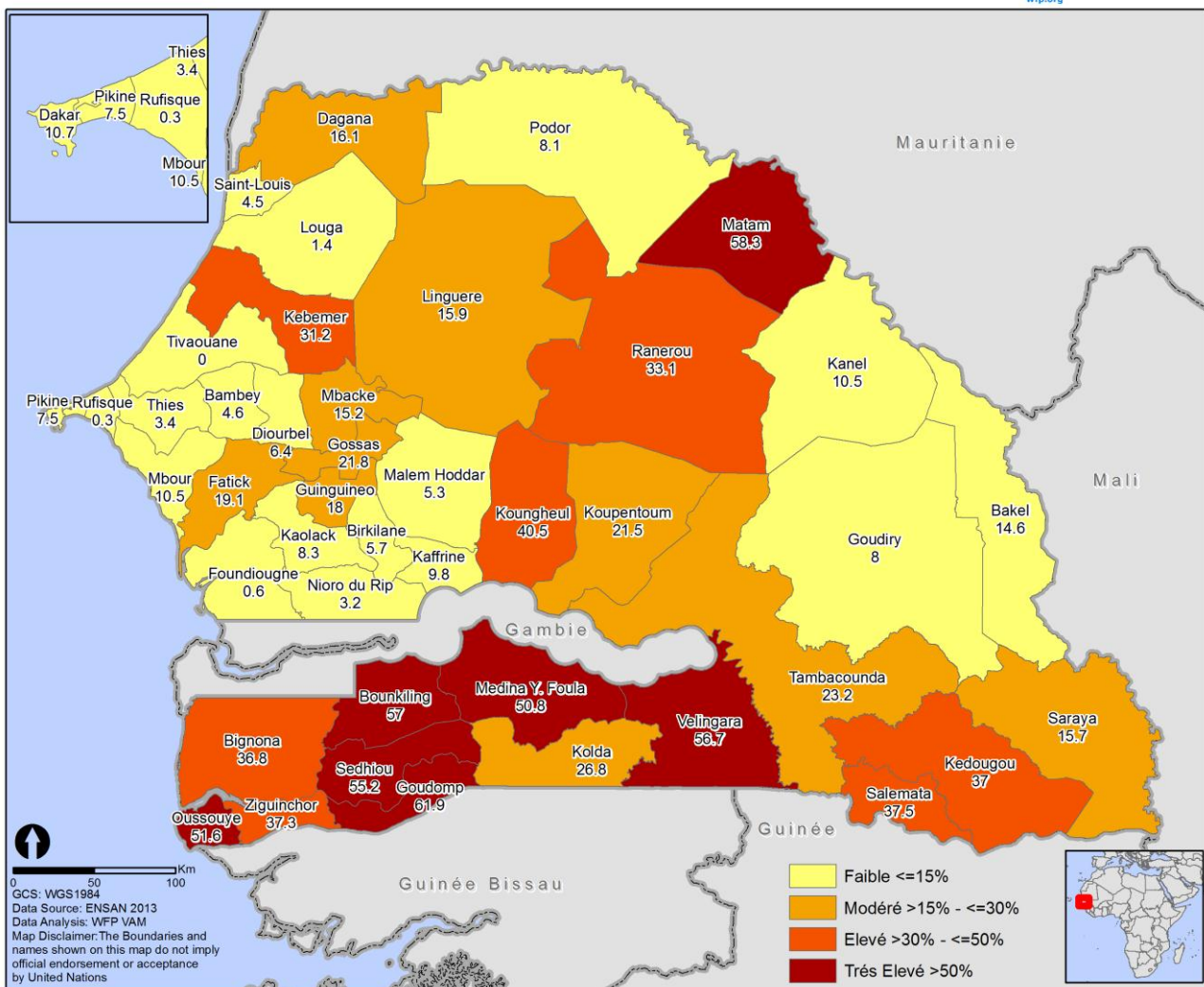
Les ménages en insécurité alimentaire sont en général en proie à une grande vulnérabilité économique et sont souvent parmi les groupes les plus défavorisés.

La proportion des ménages en insécurité alimentaire est la plus élevée chez les ménages dépendants de l'aide, dons ou mendicité (38%), les ménages qui pratiquent une agriculture vivrière (28%), ceux qui vivent de l'élevage (27%) ou qui pratiquent une agriculture de rente (23%). Chez ces groupes de subsistance, une proportion élevée des ménages (entre 47 et 58%) est en situation de sécurité alimentaire limite.

Chez les travailleurs journaliers et les ménages qui vivent du commerce des produits agricoles, de la pêche et de l'élevage environ 18 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire.

Les ménages en insécurité alimentaire sont souvent les plus pauvres. Environ 83 pour cent des ménages en insécurité alimentaire sévère appartiennent aux quintiles les plus pauvres (50%) et pauvres (33%) de la population et 55 pour cent chez les ménages en insécurité alimentaire modérée.

## SENEGAL - Prévalence de l'insécurité alimentaire par département (CARI)



Source : données ENSAN, juin 2013

### Recours à des stratégies qui menacent les moyens d'existence des ménages

Dans les zones rurales, 40 pour cent des ménages ont recours à des stratégies qui mettent en danger leur capacité future à produire et générer des revenus pour faire face à un problème alimentaire. Ce recours massif à des stratégies dites de crise et d'urgence témoigne de l'ampleur de la vulnérabilité des ménages.<sup>1</sup> Par ailleurs, un quart des ménages ont utilisé des stratégies de stress.

Dans les zones rurales, 12 pour cent des ménages ont consommé leur semence, 11 pour cent ont vendu des femelles reproductrices, 18 pour cent ont réduit leurs dépenses agricoles et 21 pour cent ont procédé à une vente inhabituelle d'animaux.

Dans les zones où la prévalence de l'insécurité alimentaire est élevée, la proportion des ménages qui utilise des stratégies d'adaptation est très élevée : Sédhiou (82%), Kolda (75%), Matam (83%), Tambacounda (69%), Ziguinchor (60%), Kédougou (42%). Dans ces régions, la capacité des ménages à faire face s'est érodée et ils

<sup>1</sup>Situation au début de la période de soudure (juin 2013).

n'ont d'autres choix que d'utiliser des stratégies extrêmes. Dans les régions de Matam, Sédhiou et Kolda plus de la moitié des ménages utilisent des stratégies qui menacent leurs moyens d'existence.

Dans les régions de Louga, Fatick, Kaffrine ou Saint Louis, où la prévalence d'insécurité alimentaire est moindre (15% ou moins), le recours à des stratégies d'adaptation est élevé : Louga (85%), Fatick (77%), Kaffrine (68%), Saint Louis (62%).

Dans les zones urbaines, une proportion moindre mais toujours élevée (57%) des ménages ont eu recours à des stratégies d'adaptation. Une proportion moindre de ménages (3%) a eu recours à des stratégies d'urgence.

#### **Stratégies d'adaptation des ménages :**

**Stratégies de stress:** elles conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex. emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Dans le cas de cette AGVSAN, il s'agit de vendre des équipements ménagers/des bijoux/des habits; vendre plus d'animaux que d'habitude; acheter des aliments à crédit, échanger/troquer des habits/bijoux contre de la nourriture.

**Les stratégies de crise:** elles affectent directement la productivité future. Dans le cas de cette AGVSAN, il s'agit de: vendre ou consommer les semences ; vendre d'autres biens productifs; réduire les dépenses agricoles et réduire les dépenses de santé.

**Stratégies d'urgence:** elles affectent la capacité future de produire et sont plus difficiles à inverser que les précédentes. Il s'agit ici de recourir à la mendicité et de vendre les femelles productrices.

#### ***Presque un ménage sur cinq avec une consommation alimentaire pauvre***

Au Sénégal, environ 19 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire non satisfaisante. Environ 5 pour cent ont une consommation alimentaire pauvre à base principalement de céréales et d'un peu de légumes, de sucre et d'huile. Environ 14 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire limite basée principalement sur les céréales accompagnées de légumes, sucre et huile avec de temps en temps un peu de protéines animales et des légumineuses.

Les régions avec une proportion élevée de ménages qui n'ont pas une consommation alimentaire satisfaisante (pauvre et limite) sont : Ziguinchor (68%), Sédhiou (63%), Matam (47%), Kolda (45%) et Kédougou (42%). Dans ces régions, la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre est élevée: Sédhiou (25%), Kolda (19%), Ziguinchor (17%) et Kédougou (15%).

#### ***Un régime alimentaire peu varié et pauvre en nutriments***

Près de 60 pour cent des ménages ne consomment pas d'aliments riches en fer, environ 27 pour cent ne consomment pas d'aliments riches en protéines, 21 pour cent ne consomment pas d'aliments riches en vitamine A et 52 pour cent ne consomment pas de fruits.

#### ***Détérioration de la consommation alimentaire***

Entre 2010 et 2013, la situation de la consommation alimentaire s'est détériorée dans le pays. Dans les zones rurales, la proportion des ménages dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisante (pauvre ou limite) est passée de 15 pour cent des ménages à 25 pour cent. Dans les zones urbaines, cette proportion est passée de 9 pour cent à 12 pour cent.

La consommation alimentaire s'est détériorée principalement chez les ménages les plus pauvres et pauvres.

La différence des périodes de collecte des données entre les deux enquêtes peut en partie expliquer l'augmentation de prévalence des ménages avec une consommation non satisfaisante entre les deux enquêtes. La collecte des données de 2010 a eu lieu en période de pré-soudure (entre avril et juin). L'ENSAN de 2013 a été réalisée pendant la période de soudure (juin).

L'impact de la crise alimentaire de la campagne 2011/2012 qu'a connue le pays peut également expliquer en partie la détérioration de la consommation alimentaire des ménages malgré le bon niveau de production de la campagne agricole 2012-2013. La proportion des ménages avec une consommation alimentaire non satisfaisante a surtout augmenté dans les régions très touchées par la crise de 2011/2012. Par ailleurs, les prix des denrées alimentaires restent élevés par rapport à 2010. En juin 2013 au moment de l'enquête, le prix des céréales (sauf celui du riz ordinaire importé encadré par la politique du gouvernement) est supérieur à la moyenne des cinq dernières années.

## **LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE**

### *Faible productivité agricole*

L'agriculture joue toujours un rôle majeur dans l'économie du pays : 72 pour cent des ménages la pratiquent. Mais il s'agit d'une agriculture traditionnelle qui n'arrive pas à nourrir la population du pays qui par ailleurs croît et s'urbanise rapidement. Ainsi le pays doit déjà importer plus de la moitié de ses besoins alimentaires.

Les rendements agricoles sont généralement faibles en raison d'une mauvaise maîtrise des ressources en eau, de la dégradation des ressources productives, notamment des sols, et du manque d'intrants (semences, engrais) et de matériel agricole performant. Par ailleurs, l'insuffisance des infrastructures rurales (stockage, transformation, conservation, pistes de production) freine la commercialisation des produits agricoles.

### *Dépendance des marchés et niveau élevé des produits alimentaires*

Les marchés sont la principale source d'approvisionnement pour près de 90 pour cent des ménages. Chez les ménages agricoles, 80 pour cent des aliments sont achetés. Les ménages subissent donc toute hausse des prix des aliments qui se répercute directement sur leur consommation.

Le prix des céréales est élevé et contribue à l'insécurité alimentaire des ménages. Ainsi en juin 2013, les prix des céréales locales (mil et sorgho) et de certaines céréales importées (riz parfumé et maïs importé), étaient supérieurs à la moyenne des 5 dernières années.

Seul, le prix du riz importé était inférieur à la moyenne des cinq dernières années (environ -11%). Face au niveau élevé des prix des denrées alimentaires, le gouvernement a pris en 2012 des mesures pour faire baisser les prix et soulager les ménages encore éprouvés par la crise née de la hausse des prix en 2008. Entrées véritablement en vigueur en avril 2013, ces mesures concernent le riz ordinaire importé, le riz non parfumé, le sucre et l'huile.

Le niveau élevé des prix des produits alimentaires a été un choc pour un tiers des ménages affectés par un choc en zone rurale (environ deux tiers des ménages) et pour 40 pour cent des ménages affectés par un choc en zone urbaine (18 pour cent des ménages).

### *Pauvreté des ménages*

En 2011, presque la moitié de la population (46,7 %) vivait en dessous du seuil de pauvreté et la situation n'a pas évolué depuis 2005. Dans les régions de Kolda et Kédougou, plus de 70 pour cent des ménages sont pauvres; entre 60 et 70 pour cent dans les régions de Sédhiou, Ziguinchor, Fatick, Kaffrine et Tambacounda.

Autre signe de la vulnérabilité économique des ménages, dans les zones rurales, presque un quart des ménages consacre une part élevée de leurs dépenses à l'alimentation (plus de 65%). Dans certaines régions comme Kédougou, Kolda ou Tambacounda, la proportion de ces ménages est encore plus élevée (entre 40 et 52%).

### *Chocs climatiques*

Le pays subit des chocs climatiques de manière récurrente ces dernières décennies : la sécheresse en 2006 et 2007, des inondations en 2009, puis une sécheresse en 2011 entraînant la crise alimentaire de 2012 avec 800 000 personnes en insécurité alimentaire. En 2012, des inondations ont eu lieu affectant environ 300 000 personnes.

Ces catastrophes naturelles ont un impact négatif sur la croissance et augmentent la vulnérabilité des ménages.

### *Conséquences de la crise de 2011/2012*

Les ménages continuent de souffrir des conséquences de la sécheresse de l'hiver 2011 et la crise alimentaire qui avaient ensuite durement éprouvé les ménages en 2012 notamment dans les régions de Ziguinchor, Kolda, Matam, Tambacounda et Kédougou.

En témoigne la forte diminution du cheptel des ménages entre 2010 et 2013 dans toutes les régions du pays. Dans les zones rurales, les ménages possédaient environ 5,5 UBT en 2013 contre 7,9 en 2010. Dans les zones urbaines, les ménages possédaient 0,4 UBT en 2013 contre 1,9 UBT en 2010. La diminution est particulièrement forte dans la région de Louga, Kolda, Kédougou, Matam, Saint-Louis et Tambacounda. Elle est révélatrice de leur appauvrissement depuis 2010. Les ménages ont beaucoup vendu leurs animaux pour faire face à la crise en 2011 et n'ont pas eu le temps et les moyens de reconstituer leur cheptel.

## **SITUATION NUTRITIONNELLE ET SANITAIRE**

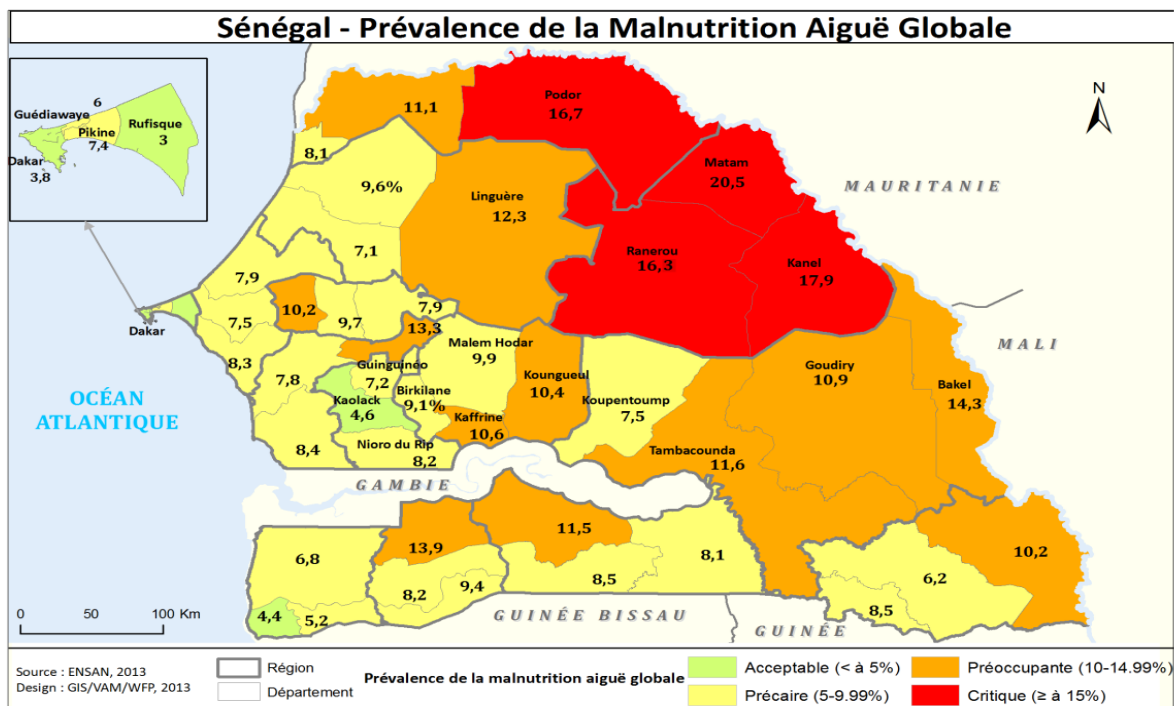
La situation de la malnutrition aiguë est généralement précaire (MAG à 9,1%), proche d'un seuil d'alerte avec une situation inquiétante dans certains départements où le taux dépasse le seuil critique : les départements de Matam (20,5%), Ranérou (16,3%) et Kanel (17,9%) et le département de Podor (16,7%).

La malnutrition aiguë est en progression dans les régions de Kédougou (5,4% en 2010 contre 9,2% en 2013), Kolda (6,6% à 10,1%) et Sédhiou (6,9% à 10,2%). La région de Matam est dans une situation critique depuis 2010 avec une prévalence qui varie entre 14,1 et 18,8 pour cent.

La prévalence de la malnutrition chronique a baissé de 10 points depuis 2010 et s'établissait à 16,5 pour cent en 2012. Les taux les plus élevés sont dans les départements de Kolda (31%), de Médina Yoro Foula (30%), de Saraya (29%) dans les régions de Kolda et Kédougou.

Presque 15 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale reflétant une situation globalement précaire. Dix-sept départements ont une situation préoccupante (entre 20 et 29,9%).

Les taux de malnutrition aiguë et chronique sont généralement les plus élevés dans les régions les plus pauvres du pays, celles où la proportion de ménages en insécurité alimentaire est la plus élevée et où les ménages ont le moins accès à de l'eau potable et des toilettes améliorées.



Dans les zones urbaines, pratiquement tous les ménages (96,6%) ont accès à de l'eau potable. Dans les zones rurales, environ 17,5 pour cent des ménages n'ont pas accès à de l'eau potable. C'est dans les régions de Sédhiou et Kolda respectivement 70,5 et 49 pour cent des ménages n'y ont pas accès.

Dans les zones urbaines, 84,1 pour cent des ménages ont accès à des toilettes améliorées, contre seulement 38,6 pour cent dans les zones rurales. La proportion des ménages qui n'ont pas accès à des toilettes améliorées est très importante dans les régions de Sédhiou (95,3%), Kolda (86,7%), Kaffrine (86,3%), Kédougou (79,3%), Matam (71,5%), Ziguinchor (61,3%) et Tambacounda (60%).



**Pour plus d'informations, contacter :**

PAM Sénégal : Inge BREUER, Directrice et représentante du PAM [inge.breuer@wfp.org](mailto:inge.breuer@wfp.org)

Wilfred NKWAMBI, Chargé de Programme - VAM/M&E [wilfred.nkwambi@wfp.org](mailto:wilfred.nkwambi@wfp.org)

PAM Siège: John McHarris, Conseiller Principal de Programme, [john.mcharris@wfp.org](mailto:john.mcharris@wfp.org)

**Approche méthodologique**

L'analyse est basée sur l'exploitation des données primaires collectées lors de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (ENSAN) en juin 2013. L'enquête ENSAN s'était déroulée du 10 au 30 juin 2013 dans les 45 départements du pays. Elle a été menée auprès de 8 521 ménages sélectionnés aléatoirement, 14 860 enfants de moins de 5 ans et 17 200 femmes âgées de 15 à 49 ans dans ces ménages.

L'analyse a été complétée par une analyse de données secondaires récentes dont l'évaluation des marchés agricoles en période de soudure d'août 2013, l'Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (AGVSAN) de 2010, les enquêtes SMART de 2012 et 2013, l'enquête Démographie et de Santé (EDS) publiée en février 2012 et l'Enquête Démographie et de Santé Continue (EDS/MICS) de 2012-2013.

*Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans une autorisation écrite. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des Communications, courriel: [wfp.publications@wfp.org](mailto:wfp.publications@wfp.org)*



**vam**  
food security analysis